

Jean Daniel

"L'honneur d'Israël"



Editorial de Jean Daniel du 25 Septembre 1982
Un des exemples types d'article publié en France en 1982, après les massacres de Sabra et Chatila.

Les stratégies rhétoriques majeures que l'on retrouve dans la presque totalité de la presse française de l'époque sont concentrées dans cet article.

Editorial Nouvel Observateur, 25 Septembre 1982

Le lieu où une population se réfugie, le lieu où on la parque, l'enferme, la boucle, cela s'appelle comment ? Un ghetto. Une expédition punitive qui n'épargne ni femmes, ni vieillards, ni enfants, et au cours de laquelle on massacre aveuglément, quel nom lui donne-t-on ? Celui de pogrom. Des persécutions comme celles-là, toutes les minorités du monde en ont subi. Mais dans la mémoire collective, à quoi sont-elles associées ? A ce que les juifs ont connu d'abord dans la Russie des tsars. A Beyrouth, dans les camps de Chatila et de Sabra, un millier au moins de Palestiniens se sont trouvés dans cette situation. Dans leur ghetto, ils ont subi un pogrom. Ils ont été les juifs de leurs massacreurs. On pourra invoquer ce qu'on voudra ; dire, ce qui est vrai, que ces mots font mal, que ces rapprochements sont douloureux, le fait n'en demeure pas moins, hélas, incontournable. Alors, le moins que l'on puisse attendre de ces Libanais, chrétiens ou musulmans, qui ont perpétré ce massacre, et de ces Israéliens qui l'ont ou facilité ou laissé faire, c'est qu'ils se précipitent dans leurs églises respectives pour se repentir, si du moins leur foi dans le même Dieu garde pour eux, encore, la moindre signification.

A l'instant de jeter notre pierre au milieu de l'universelle lapidation, un obstacle se présente : la mauvais compagnie. La tentation serait grande, en effet, de prendre prétexte du discours éventuellement antisémite de quelques procureurs impudants pour nuancer notre condamnation. Nous avons bien vu entrer en convulsions la grande farandole des tartufes et des pharisiens, de tous ceux qui politisent le deuil et la souffrance, distinguent entre les cadavres et se soucient bien moins du sort des Palestiniens que de leur stratégie partisane. Ce n'est pas sans un haut-le-cœur que nous avons vu Georges Marchais sortir de l'Elysée sans que personne ait songé à lui demander pourquoi les massacres non télévisés dont le peuple afghan est victime ne l'incitaient pas à réclamer de François Mitterrand une intervention comme celle qu'il a réclamée pour le Liban. A cette minute précise, rappelons-le tout de même, une dépêche de l'A.F.P. signalait qu'un village afghan venait d'être rayé de la carte. Ghetto, pogrom, massacre : tout y était. Refusons-nous pourtant aux diversions : toute polémique serait un alibi. Car, contrairement à ce qu'affirment les représentants qui s'arrogent le droit de parler au nom des communautés juives françaises, l'exploitation d'un crime ne saurait être mise sur le même plan que le crime lui-même.

L'HONNEUR D'ISRAËL...

Autre obstacle : l'angoisse que, entre le moment où l'on écrit dans le confort d'un bureau et celui où ce qu'on écrit va être publié, des tueurs puissent encore frapper ; que les prochaines grandes fêtes juives soient ainsi, encore, endeuillées. Et que, dans l'esprit de gens qu'une terrible souffrance égare, d'amis que toute cette histoire rend littéralement malades, l'idée puisse naître qu'on alimente l'atroce démenche des terroristes en disant la vérité sur les dirigeants israéliens. C'est absurde, c'est insensé mais c'est terrible. C'est pourquoi, à la place où nous sommes, c'est-à-dire ni à Jérusalem ni à Beyrouth, il importe de déblayer ce terrain. Sans doute pourrions-nous nous abriter derrière M. Shimon Peres qui vient d'accuser Menahem Begin de « susciter le réveil de l'antisémitisme dans le monde », il n'empêche qu'en ce domaine aucune précaution n'est superflue : l'antisémitisme demeure toujours cette « bête immonde » qu'il faut traquer par tous les moyens.

On ne saurait faire, en effet, la moindre différence entre ce qui s'est passé à Chatila et à Sabra et ce qui s'est passé rue des Rosiers et rue Cardinet notamment. Tous ces massacreurs se ressemblent comme des frères. Ils ont en commun, en particulier, de ressusciter l'atroce concept de responsabilité collective qui constitue l'une des plus grandes régressions de cette seconde moitié du XX^e siècle, un des plus infamants retours à la barbarie dans sa quintessence. Un tueur de ce genre se déshonore à jamais, déshonore les siens et marque d'infamie la cause pour laquelle il croit devoir tuer. La loi du talion, elle-même si barbare (bien qu'elle règne encore dans certains pays arabes), n'en réclamait pas tant. Il est bien clair, de plus, que se livrer à une quelconque violence à prétention anti-israélienne au moment où la population d'Israël est si divisée, c'est exactement faire le jeu de l'ennemi que l'on prétend atteindre. C'est l'antisémitisme qui soude encore à Begin une solidarité que tout le reste fragilise.

Essayons maintenant de comprendre l'incompréhensible. Harcelé par les accusations d'une démocratie israélienne plus vivante que jamais — bien plus vivante, soit dit en passant, que la nôtre pendant la guerre d'Algérie —, le général Sharon, ministre de la Défense, a déclaré qu'il avait pris la responsabilité de laisser entrer dans les camps de Chatila et de Sabra des phalangistes, avec la mission de se saisir des Palestiniens en armes qui étaient demeurés dans ces camps. Ce que ces phalangistes ont fait pendant trente-six heures dans ces enceintes bouclées, le général Sharon ne veut pas s'y attarder : *raison d'Etat*. Ce qu'on pouvait penser qu'ils y feraient avant même de les laisser pénétrer, le même général refuse de s'en expliquer : *raison d'Etat*. Une commission d'enquête réclamée par le président de la République israélienne, par deux ministres et par quarante-deux députés — c'est leur honneur — est refusée à la Knesset par quarante-huit députés : *raison d'Etat*.

D'abord, un constat. Une nation qui invoque la raison d'Etat, c'est tout simplement un Etat comme les autres. Ni meilleur ni pire. Un « monstre froid » qui ne saurait prétendre incarner la conscience universelle et encore moins obtenir de ses alliés une solidarité inconditionnelle. On peut même dire que la raison d'Etat est ce qui définit le mieux la primauté de l'intérêt national sur tous les autres intérêts, qui lui sont étrangers. Tant qu'il avait les mains propres, tant qu'il était menacé, assiégé, tant qu'il était le seul refuge des persécutés, l'Etat hébreu pouvait soutenir que ses intérêts se confondaient avec ceux de la morale et du droit. Il incarnait le triomphe des valeurs sur les ténèbres du nihilisme où l'holocauste nazi avait plongé l'humanité. La résurrection de cet Etat après deux mille ans constitue un fascinant miracle qui l'aurait de tous les prestiges et faisait

oublier le sort des Palestiniens. Pour la chrétienté occidentale, en tout cas, et naturellement pour l'immense majorité des juifs du monde, la raison de l'Etat israélien était celle du monde civilisé. Cette page vient d'être tournée. C'est tragique : c'était inévitable. Les Israéliens sont des hommes comme les autres. Critiquer leurs dirigeants, ce n'est évidemment ni mettre en danger leur Etat, ni mettre en question le judaïsme. Israël ne peut plus prétendre être jugé autrement que comme un Etat. Il a perdu la caution du martyr qui sanctifiait ses origines.

Revenons à Sharon et aux siens. Qu'est-ce qui a pu se passer dans la tête de ces hommes, de ces juifs dont les parents ont connu l'enfer nazi ? Comment ces hommes marqués par les souvenirs d'enfance des ghettos et des pogroms ont-ils pu tolérer l'atrocité ? Comment imaginer que certains Israéliens ont pu rester sourds aux cris des torturés ? C'est la question qui angosse nombre d'amis d'Israël. La première réponse, on peut la trouver plus haut : ces juifs sont devenus les citoyens d'un Etat et les soldats d'une armée. C'est tout un cheminement. D'après les propos qu'ils ont tenus en d'autres occasions, en allant du meilleur au pire, on peut évidemment imaginer ce qui suit. A sa naissance, Israël était condamné à mort. Le baptême qu'il a reçu des Nations unies n'a été accepté par aucun Etat arabe. Pour s'imposer, il lui a fallu livrer des guerres en sachant qu'une défaite signifierait la disparition de son Etat. Les Israéliens ont réussi l'exploit de forger une puissance militaire redoutable. Peu à peu, ils se sont imposés auprès de tous les Etats de la région par le seul fait de cette puissance. Ils n'ont vu devant eux qu'un ennemi irréductible : ceux que leur irruption en Terre sainte avait chassés de leurs foyers, ceux qui ne pouvaient pas ne pas réclamer le droit — et en tout cas nourrir l'espoir — de revenir sur leur terre. Cet ennemi le plus faible, c'est en même temps celui qu'ils ont fini par « diaboliser » le plus. Chaque Palestinien ne pouvant être qu'un adversaire en puissance ; et chaque résistant palestinien un ennemi définitif avec lequel on ne pourrait jamais pactiser. Cette logique de l'absolu était d'ailleurs partagée. Longtemps, pour les Palestiniens comme pour les Israéliens, il ne pouvait y avoir de place pour deux Etats sur la terre de l'ancienne Palestine. Il fallait que l'un ou l'autre disparût. C'était manifeste dans le vocabulaire. Pour les Palestiniens, les Israéliens n'existaient pas. Pour ces derniers, les combattants palestiniens ne pouvaient être que des terroristes. Ces extrémismes se nourrissant l'un l'autre chaque fois que des hommes de paix et de

compromis s'interposaient, ils étaient abattus.

Enivrés par leurs victoires militaires, soudain conscients de pouvoir mettre leur armée au service et du judaïsme mondial et de l'Occident, habités tout à la fois par un souci fondamental de leur sécurité et — avec l'arrivée de Begin et de sa dimension messianique — par la tentation d'annexer certains territoires comme la Cisjordanie, au nom de fidélités bibliques, les Israéliens pouvaient espérer en finir avec ces résistants palestiniens que les Arabes, tout en les couvrant d'argent, d'armes et d'honneurs, massacraient périodiquement ici et là et qu'ils rejetaient en tout cas de tous côtés.

Jusqu'au jour où l'O.L.P., s'enracinant au Liban, réussit à constituer un Etat dans l'Etat, avec une police, une armée — et surtout, on le sait maintenant, d'incroyables arsenaux. A partir de ce moment-là, le « nettoyage » du Liban devint d'autant plus l'obsession de l'état-major israélien que les chrétiens libanais — et bien d'autres — se révélaient prêts à n'importe quoi pour se débarrasser des Palestiniens. On est confondu, aujourd'hui encore, par l'intensité des haines que l'O.L.P. a suscitées chez les maronites comme chez les musulmans chiïtes. Après sept années de participation indirecte à une guerre fratricide, les Israéliens se sont décidés à envahir le Liban.

Le pari presque gagné de Begin était que tout le monde, y compris les Syriens, avait intérêt à l'élimination de la résistance palestinienne et que personne, en tout cas, n'envisagerait de la sauver. Après le siège de Beyrouth et le départ des Palestiniens ; après la conversion, pratiquement obtenue à Fès, de l'O.L.P. en une organisation politique puisque, de toute manière, la résistance était dispersée et privée de ses bases ; après une pression américaine s'exerçant d'une manière insoupçonnée, on a eu l'illusion que des hommes comme Begin et Sharon pourraient traiter avec une confédération jordano-palestinienne qui comprendrait la Cisjordanie, ainsi récupérée pour les Arabes. C'était oublier que ce territoire est baptisé « Judée-Samarie » par le parti religieux. Pour qu'Israël pût garder les territoires de la Bible, il fallait que les Palestiniens fussent enfermés dans la condition de terroristes. On leur interdisait de devenir des interlocuteurs. Entre les deux absolus des mystiques palestinienne et israélienne, le projet d'introduire le relatif du compromis se heurtait de nouveau, non plus cette fois au déplorable et permanent refus arabe, si

souvent dénoncé par un Bourguiba, mais à la nouvelle stratégie de « diabolisation » de l'O.L.P. Encore une fois, pour garder la Cisjordanie, il fallait que Yasser Arafat constituât un personnage mythique proche d'Attila et de Hitler. En le combattant, Begin affectait de combattre les bourreaux de ses parents. Si Kreisky l'Autrichien accueillait Arafat, le chancelier juif ne pouvait être qu'un renégat. Si Schmidt préconisait une entente avec l'O.L.P., le chancelier allemand était traité d'ancien nazi. Et quand enfin le pape, suprême injure, accepta de consacrer en le recevant le vaincu de Beyrouth, on accusa le Vatican d'être fidèle à la tradition antisémite de l'Eglise. Le grand rabbin Sirat, prisonnier du piège béginiste, requit de ses fidèles qu'ils se recueillent comme pendant un jour de deuil.

C'est à ce tournant qu'on put apercevoir la perversion béginiste et sharonienne du grand rêve sioniste. Contre la paix proposée par Reagan il fallait mobiliser les ressources du radicalisme et les risques de la violence. Je ne crois pas que Sharon ait expressément voulu ce qui s'est passé à Chatila et à Sabra. Pas clairement, en tout cas. Mais je redoute qu'il se soit facilement résigné à ce qu'une boucherie ait lieu après tant d'autres du même genre qui ont ensanglanté le Liban avant que les Israéliens n'y entrent. Je suis sûr qu'il a voulu donner une dernière leçon aux survivants du siège de Beyrouth pour qu'ils fuient à jamais une terre si proche d'Israël. Je le soupçonne d'avoir voulu faire échouer le plan américano-saoudien qui visait à éviter l'annexion par Israël de la Cisjordanie. J'ai enfin la conviction qu'il a estimé, lui Sharon, pouvoir administrer la preuve qu'il était seul en mesure d'imposer sa paix dans la région. Sa méthode était celle des Syriens : diviser pour régner, fût-ce en compromettant les alliés chrétiens de la veille.

En tout cas, je crois surtout que pour l'honneur d'Israël Begin et Sharon devraient démissionner. Vite. Très vite. Cet honneur, la télévision, la radio, la presse, les jeunes, les intellectuels d'Israël l'ont déjà en grande partie sauvé. Les Arabes devraient être attentifs aux convulsions que les affaires de Chatila et de Sabra ont suscitées dans le sens le plus positif en Israël. Les Arabes devraient surtout ne pas oublier que personne n'est innocent dans cette affaire, et pas eux en tout cas. Les morts, les pauvres morts palestiniens dont les cadavres s'entassaient dans les camps de la malédiction, ont été les victimes de tous, depuis une longue histoire. Ce n'est pas la vengeance qu'ils réclament. C'est la paix.

J. D.